

INSTRUCTION

N° 98-015-M14 du 19 janvier 1998

NOR : BUD R 98 00015 J

Texte publié au BOCP

GÉNÉRALISATION DES DISPOSITIONS DE L'INSTRUCTION
BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE M14 - NEUTRALISATION
DE L'INCIDENCE BUDGÉTAIRE DE CERTAINES OPÉRATIONS

ANALYSE

Circulaire interministérielle n° NOR/INT/B/97/00226/C du 16 décembre 1997

Date d'application : 19/01/1998

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; COMMUNE ; ÉTABLISSEMENT PUBLIC COMMUNAL ;
ÉTABLISSEMENT PUBLIC INTERCOMMUNAL ; COMPTABILITÉ ; COMPTABILITÉ M14 ; BUDGET

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

| TPGR | TPG | DOM | RF | T | | | | | | | | |
|------|-----|-----|----|---|--|--|--|--|--|--|--|--|
| | | | | | | | | | | | | |

DIFFUSION

GT 8

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction D - Bureau D3

Dans le cadre de la généralisation des dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M14, la présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des comptables les dispositions de la circulaire interministérielle n° NOR/INT/B/97/00226/C du 16 décembre 1997 relative à la neutralisation « ex-post » de l'incidence budgétaire de certaines opérations.

Les dispositions de ladite circulaire interministérielle s'appliquent, *pour le seul exercice 1997*, aux collectivités concernées par la procédure du rattachement des charges et des produits à l'exercice, qui n'ont pas appliqué les dispositions de la circulaire interministérielle n° NOR/FPP/A/96/10112/C du 31 décembre 1996, et souhaitent néanmoins neutraliser son incidence budgétaire lors du premier exercice d'application de l'instruction M14.

Les collectivités qui ont appliqué les dispositions, en matière de neutralisation de l'incidence du rattachement des charges et des produits à l'exercice, de la circulaire ministérielle du 31 décembre 1996 ne peuvent donc appliquer les dispositions du paragraphe 1 « La neutralisation « ex-post » des charges et des produits à rattacher » de la circulaire du 16 décembre 1997.

Par ailleurs, cette même circulaire interministérielle du 16 décembre 1997 intègre la possibilité, pour *toutes* les collectivités concernées par la procédure du rattachement des charges et des produits à l'exercice, de neutraliser l'excédent des produits constatés d'avance (les produits ayant donné lieu à émission d'un titre de recettes au cours de l'exercice 1996, sachant qu'ils concernent également l'exercice 1997) sur les charges constatées d'avance (les charges ayant donné lieu à émission d'un mandat de paiement au cours de l'exercice 1996, sachant qu'elles concernent également l'exercice 1997).

Les dispositions de cette circulaire du 16 décembre 1997 ont été préalablement adressées, *sous forme de projet*, le 15 décembre 1997, aux trésoriers-payeurs généraux, aux receveurs des finances et aux trésoriers, ces derniers devant en communiquer la teneur aux services financiers des collectivités concernées.

Toute difficulté rencontrée dans l'application de ces dispositions devra être portée à la connaissance de la direction sous le timbre du bureau D3.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

PIERRE-LOUIS MARIEL

ANNEXE : Circulaire interministérielle n° NOR/INT/B/97/00226/C du 16 décembre 1997.

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES
FINANCES ET DE L'INDUSTRIE**

Direction de la comptabilité publique
Bureau D3

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale des collectivités locales
Bureau des budgets locaux
et de l'analyse financière

Le Ministre de l'Intérieur,

Le Ministre de l'Economie, des Finances
et de l'Industrie,

à

Mesdames et Messieurs les préfets,
Mesdames et Messieurs les sous-préfets,
Mesdames et Messieurs les trésoriers-payeurs généraux,
Mesdames et Messieurs les receveurs des finances.

CIRCULAIRE N° NOR

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | N | T | B | 9 | 7 | 0 | 0 | 2 | 2 | 6 | C |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|

OBJET : Généralisation des dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M14. Neutralisation de l'incidence budgétaire de certaines opérations.

RÉFÉRENCE : Circulaire interministérielle n° NOR/FPP/A/96/10112/C du 31 décembre 1996.

L'instruction M14 dont l'application est généralisée à l'ensemble des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux, au 1er janvier 1997, vise essentiellement à améliorer la patrimonialité des comptes de ces collectivités.

C'est la raison pour laquelle, certains dispositifs budgétaires et comptables tels le provisionnement, l'amortissement et le rattachement des charges et des produits à l'exercice sont obligatoirement applicables, à compter de cette date, aux communes de 3 500 habitants et plus, à leur centre communal d'action sociale et à leur caisse des écoles ainsi qu'aux groupements de communes dont la population est égale ou supérieure à ce seuil.

ANNEXE (suite)

Ces objectifs ne peuvent raisonnablement être atteints que si des dispositifs particuliers permettent une transition efficace entre les dispositions budgétaires et comptables des instructions M11-M12 et celles issues de l'instruction M14.

Ainsi, des mesures ont été prévues par la loi n° 94-504 du 22 juin 1994 pour éviter que l'amortissement et le provisionnement n'entraînent un accroissement des charges trop important.

La circulaire interministérielle du 31 décembre 1996 citée en référence a également eu pour objet de proposer des dispositifs permettant de *neutraliser* l'incidence budgétaire résultant de la mise en place des nouvelles procédures comptables, au premier rang desquelles figure le rattachement des charges et des produits à l'exercice.

En effet, les collectivités concernées par le rattachement des charges et des produits à l'exercice risquent, dans l'hypothèse où *les charges à rattacher seraient supérieures aux produits*, de supporter la première année d'application de ce dispositif une charge de fonctionnement accrue. Leur budget doit comporter les crédits nécessaires, d'une part, au paiement de charges correspondant à un service fait en 1996, qui seront payées en 1997, et, d'autre part, au paiement et au rattachement des charges afférentes à l'exercice 1997.

C'est la raison pour laquelle une procédure particulière a été prévue pour ces collectivités tant pour les intérêts courus non échus (I.C.N.E.) que pour les autres charges et produits.

Pour les I.C.N.E., cette procédure, subordonnée à l'existence d'un solde créditeur suffisant au compte 1068 à l'issue de l'opération d'apurement des subventions d'équipement versées, a consisté en le paiement des intérêts courus en 1996 (échus en 1997) sur le compte budgétaire 1688 de la section d'investissement, après passation, au vu de la délibération de l'assemblée, d'une opération d'ordre non budgétaire par le receveur municipal (Débit 1068 à Crédit 1688).

Pour les autres charges que les I.C.N.E., l'utilisation de cette procédure dérogatoire a impliqué, *au titre de l'exercice 1996*, que *les charges à rattacher soient supérieures aux produits à rattacher*. Dans le cas contraire, aucune neutralisation n'a pu être effectuée. Cette opération a consisté :

- d'une part, en la passation, par le receveur municipal, au vu d'une délibération de l'assemblée, d'une opération d'ordre non budgétaire (Débit 1069 à crédit 408, pour la part des charges rattachées et débit 418 à crédit 1069, pour la part des produits rattachés),
- d'autre part, en le paiement des charges, par ordre de paiement, sur le compte de rattachement concerné (le compte 408, notamment) et l'encaissement des produits, par ordre de recettes, sur le compte de rattachement concerné (le compte 418, notamment).

De plus, les collectivités adoptant ces procédures dérogatoires facultatives, n'ont pu utiliser la méthode de la contrepassation en début d'exercice 1997.

De nombreuses collectivités concernées par la technique du rattachement des charges et des produits à l'exercice ont ainsi pu utiliser ces procédures de neutralisation décrites dans cette circulaire interministérielle du 31 décembre 1996, et en intégrer les dispositions tant au niveau des prévisions budgétaires qu'au niveau de l'exécution budgétaire.

Toutefois, certaines collectivités n'ont pas appliqué ce dispositif.

Aussi, l'objectif de la présente circulaire interministérielle est-il de proposer à ces collectivités une procédure *facultative* de neutralisation de l'incidence du rattachement pratiqué lors du premier exercice d'application de l'instruction M14 lorsque celles-ci n'ont pas mise en oeuvre les dispositions de la circulaire précitée.

ANNEXE (suite)

Cette procédure dérogatoire, dénommée « Neutralisation « ex-post » », est exclusive de toute application par les collectivités des dispositions de la circulaire interministérielle du 31 décembre 1996 et ne trouvera à s'appliquer qu'en 1997.

Enfin, la présente circulaire ouvre la faculté, sous certaines conditions, à toutes les collectivités de neutraliser, d'ici la fin de l'exercice 1997, l'excédent des produits constatés d'avance sur les charges constatées d'avance, cette disposition n'étant pas décrite dans la circulaire interministérielle précitée du 31 décembre 1996.

1. LA NEUTRALISATION « EX-POST » DES CHARGES ET DES PRODUITS À RATTACHER

L'ensemble des dispositions de la présente section ne peut être appliqué que par les collectivités concernées par le rattachement des charges et des produits à l'exercice n'ayant pas mis en oeuvre, en début d'année 1997, les schémas budgétaires et comptables de neutralisation de l'incidence, au cours du premier exercice d'application de l'instruction M14, du rattachement des charges et des produits à l'exercice décrits dans la circulaire interministérielle n° NOR/FPP/A/96/10112/C du 31 décembre 1996.

De la même façon que dans le cadre de l'application de la circulaire interministérielle du 31 décembre 1996 précitée, les dispositions décrites ci-après sont facultatives.

L'objet de la neutralisation « ex-post » des charges et des produits à rattacher est de permettre aux collectivités, qui le souhaitent, de limiter l'impact sur le résultat du rattachement effectué pour la première année des charges et des produits.

Cette opération budgétaire et comptable doit ainsi permettre :

- d'une part, de neutraliser l'incidence du rattachement des charges et des produits au cours du premier exercice d'application de l'instruction M14 en corrigeant le résultat de la section de fonctionnement,
- d'autre part, d'éviter à ces collectivités de procéder à de multiples régularisations d'écritures budgétaires et comptables, source d'erreurs et difficiles à mettre en oeuvre tant administrativement qu'informatiquement, dans le seul but d'appliquer la circulaire interministérielle n° NOR/FPP/A/96/10112/C du 31 décembre 1996.

Aussi, les opérations décrites ci-après découlent *du même principe de neutralisation* de l'incidence du rattachement des charges et des produits lors du premier exercice d'application de l'instruction M14 décrit par la circulaire interministérielle n° NOR/FPP/A/96/10112/C du 31 décembre. Cependant, les modalités d'application diffèrent.

L'emploi de la procédure de neutralisation « ex-post » ne fait pas obstacle à l'utilisation, dès le début de l'exercice 1998, pour les intérêts rattachés en fin d'exercice 1997 de la méthode de contrepassation prévue au § 1.1.3.2 du chapitre 4, titre 3 du Tome II de l'instruction M14.

La procédure vise les Intérêts Courus Non Echus (I.C.N.E.), d'une part, et les charges autres que les I.C.N.E., d'autre part.

1.1. LA NEUTRALISATION « EX-POST » DES INTÉRÊTS COURUS NON ÉCHUS (I.C.N.E.)

Les collectivités qui souhaitent procéder à la neutralisation « ex-post » de l'incidence du rattachement des I.C.N.E. lors du premier exercice d'application de l'instruction M14 peuvent le faire sur la base :

ANNEXE (suite)

- soit d'une neutralisation des seuls intérêts afférents à l'exercice 1996,
- soit d'une neutralisation des intérêts du stock de la dette.

Un exemple est joint en annexe 1 de la présente circulaire.

1.1.1. Neutralisation « ex-post » des intérêts afférents à l'exercice 1996

Les collectivités qui optent pour une neutralisation « ex-post » des seuls intérêts afférents à l'exercice 1996 sont celles qui procéderont, fin 1997, au rattachement des I.C.N.E. des seuls emprunts contractés au cours de l'exercice 1997.

Cette neutralisation « ex-post » consiste en une correction du résultat de la section de fonctionnement du montant *des intérêts courus en 1996 et échus en 1997*.

Cette opération qui doit être autorisée par l'assemblée délibérante consiste :

- dans un premier temps, à doter le compte 1688 « Intérêts courus » d'un solde créditeur, à hauteur des intérêts courus en 1996 sur la dette contractée en 1996 et échus en 1997. Pour ce faire, le compte 1688 est crédité par le débit du compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés ». Cette opération est une *opération d'ordre non budgétaire*.

Comme dans le cadre de la circulaire interministérielle n° NOR/FPP/A/96/10112/C du 31 décembre 1996, cette procédure est toutefois subordonnée à l'existence d'un solde créditeur suffisant au compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » à l'issue de l'opération d'apurement des subventions d'équipement versées prévue au paragraphe 1.1 de ladite circulaire interministérielle.

- dans un second temps, en l'émission simultanée par l'ordonnateur d'un titre de recettes au compte 796 « Transferts de charges financières » et d'un mandat au compte 1688 « Intérêts courus » pour le montant de ces intérêts courus en 1996 et échus en 1997. Cette opération est une *opération d'ordre budgétaire*.

Ce titre de recettes doit être appuyé de la délibération de l'assemblée délibérante ainsi que d'un état récapitulatif des intérêts concernés.

Seul l'éventuel excédent du rattachement de ces intérêts courus en 1997 (qui échoiront en 1998) sur les intérêts courus en 1996 et échus en 1997 nécessite de dégager un financement complémentaire en section de fonctionnement.

1.1.2. Neutralisation « ex-post » du stock des intérêts

La neutralisation « ex-post » des intérêts afférents au stock de la dette suppose que la collectivité rattache, pour l'exercice 1997 et pour les exercices à venir, les intérêts de l'ensemble de sa dette.

De la même façon que pour la neutralisation « ex-post » des seuls intérêts afférents décrits au paragraphe 1.1.1 de la présente circulaire, cette neutralisation « ex-post » consiste en une correction du résultat de la section de fonctionnement du montant *des intérêts du stock de la dette courus en 1996 et échus en 1997*.

Le dispositif budgétaire et comptable est identique à celui décrit au paragraphe précédent.

L'opération est subordonnée à l'existence d'un solde créditeur suffisant au compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » à l'issue de l'opération d'apurement des subventions d'équipement versées prévue au paragraphe 1.1 de la circulaire interministérielle n° NOR/FPP/A/96/10112/C du 31 décembre 1996.

L'opération, qui doit être autorisée par l'assemblée délibérante, consiste :

ANNEXE (suite)

- d'une part, à doter le compte 1688 « Intérêts courus » d'un solde créditeur, à hauteur des intérêts courus en 1996 sur le stock de la dette et échus en 1997. Pour ce faire, le compte 1688 est crédité par le débit du compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés ». Cette opération est une *opération d'ordre non budgétaire*.
 - d'autre part, en l'émission simultanée d'un titre de recettes par l'ordonnateur au compte 796 « Transferts de charges financières » et d'un mandat au compte 1688 « Intérêts courus » pour le montant des intérêts du stock de la dette courus en 1996 et échus en 1997. Cette opération est une *opération d'ordre budgétaire*.
- Le titre de recettes doit être appuyé de ladite délibération et d'un état récapitulatif des intérêts concernés.

1.2. LA NEUTRALISATION « EX-POST » DES CHARGES ET PRODUITS À RATTACHER AUTRES QUE LES I.C.N.E.

Comme dans le cadre de l'application de la circulaire interministérielle n° NOR/FPP/A/96/10112/C du 31 décembre 1996, la procédure de neutralisation « ex-post » du rattachement des charges et des produits autres que les I.C.N.E. consiste également à imputer les charges et les produits de l'exercice 1996 mais payés (pour les charges) et mis en recouvrement (pour les produits) en 1997, sur les excédents de fonctionnement. Elle doit être *autorisée par l'assemblée délibérante*.

Cette procédure dérogatoire ne peut être utilisée que pour des produits et des charges qui auraient dû être rattachés à l'exercice 1996 dans le nouveau système, c'est-à-dire :

- les charges ayant donné lieu à service fait durant cet exercice et qui n'ont pu être réglées durant la journée complémentaire soit en raison de la non réception de la facture, soit parce que l'échéance de paiement se situe normalement au cours de l'année 1997 ;
- les produits correspondant à des droits acquis en 1996, mais n'ayant pas donné lieu à émission d'un titre à la clôture de cet exercice.

En revanche, en sont exclus, les charges et les produits que l'instruction M14 n'a pas prévu de rattacher, et en particulier les contingents d'aide sociale, sauf si exceptionnellement aucun appel de versement d'acompte n'a été adressé à la collectivité en 1996. Elle ne peut, en outre, conduire à rendre le compte 106 « Réserves » débiteur.

Enfin l'utilisation de cette procédure dérogatoire implique que les charges à neutraliser au titre de l'exercice 1996 soient supérieures aux produits. Dans le cas contraire, aucune neutralisation ne peut être effectuée.

L'opération de neutralisation « ex-post » consiste :

- d'une part, en la passation par le receveur municipal *d'une écriture non budgétaire* au débit du compte 1069 « Reprise 1997 sur les excédents capitalisés - Neutralisation de l'excédent des charges sur les produits », *dans la limite du solde créditeur apparaissant au compte 106*,
- d'autre part, en l'émission d'un titre de recettes par l'ordonnateur au crédit du compte 7918 « Autres charges de fonctionnement courant » pour le montant de la différence entre les charges et les produits à neutraliser « ex-post » au titre de l'exercice 1996.

Ce titre de recettes est accompagné de la délibération de l'assemblée délibérante accompagnée d'un état récapitulatif des charges et produits concernés indiquant la date du service fait (ou des droits acquis) au cours de l'année 1996, et précisant les numéros de mandats et de titres de recettes correspondants pris en charge au cours de l'exercice 1997.

ANNEXE (suite)

2. LA NEUTRALISATION DES CHARGES ET DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE**2.1. PRINCIPES**

Ce dispositif de neutralisation des charges et des produits constatés d'avance n'a fait l'objet d'aucune disposition particulière dans la circulaire interministérielle n° NOR/FPP/A/96/10112/C du 31 décembre 1996.

Il peut être exercé par toutes les collectivités, qu'elles aient, ou non, mis en oeuvre les dispositions de la circulaire précitée.

Le rattachement des charges et des produits constatés d'avance, lors du premier exercice d'application de l'instruction M14, peut avoir une incidence sur la section de fonctionnement de ces budgets, dans certains cas particuliers (budgets gérant des services publics financés par abonnement courant sur la période scolaire, de septembre N à juin N+1, au premier rang desquels figurent notamment les bibliothèques, les opéras et autres services au financement similaire).

En effet, un *excédent de rattachement des produits constatés d'avance sur les charges constatées d'avance* peut altérer la signification du résultat de la section de fonctionnement. Les budgets des collectivités concernées par le rattachement à l'exercice de ce type d'opérations doivent ainsi comporter :

- d'une part, les crédits nécessaires au paiement des charges correspondants à un service fait en 1997,
- d'autre part, les crédits nécessaires à la prise en compte des recettes dont l'émission des titres est intervenue au cours de l'exercice 1997 et qu'il convient *d'extraire* du résultat de la section de fonctionnement, s'agissant de recettes concernant également l'exercice budgétaire suivant. Cette opération « d'extraction » de recettes de la section de fonctionnement pour les réintégrer dans la section de fonctionnement de l'exercice suivant se traduit par *l'émission de titres d'annulation* (Débit des comptes concernés de la classe 7).

L'incidence budgétaire est cependant compensée par la constatation de charges constatées d'avance (exemple des abonnements payés par la collectivité au cours de l'exercice N et concernant, pour partie, l'exercice N+1).

2.2. LE DISPOSITIF BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE

L'utilisation de cette procédure dérogatoire implique que les produits constatés d'avance à neutraliser au titre de l'exercice 1996 soient supérieurs aux charges constatées d'avance. Dans le cas contraire, aucune neutralisation ne sera effectuée.

La procédure de neutralisation du rattachement des charges et produits constatés d'avance consiste à imputer, sur les excédents de fonctionnement capitalisés, l'excédent des produits sur les charges dont les mandats et les titres de recettes ont été émis au cours de l'exercice 1996 et qui concernent également l'exercice 1997 (exemple des abonnements payés et perçus en 1996 au titre des exercices 1996 et 1997).

Cette procédure dérogatoire doit être autorisée par l'assemblée délibérante et ne peut être utilisée que pour des produits et des charges qui auraient dû être « extraits » de l'exercice 1996 dans le nouveau système, c'est-à-dire :

ANNEXE (suite)

- les charges ayant donné lieu à émission d'un mandat de paiement au cours de l'exercice 1996, sachant qu'elles concernent également l'exercice 1997 (exemple des loyers, primes d'assurance, abonnements divers, payés par une collectivité et ne couvrant pas l'année civile),
- les produits ayant donné lieu à émission d'un titre de recettes au cours de l'exercice 1996, sachant qu'ils concernent également l'exercice 1997 (exemple des loyers et abonnements perçus par une collectivité concernant deux exercices budgétaires distincts).

L'opération de neutralisation est comptabilisée, par le receveur municipal, au vu d'une délibération de l'assemblée délibérante accompagnée d'un état récapitulatif des charges et des produits constatés d'avance en 1996 attestant qu'ils concernent l'exercice 1996 mais également l'exercice 1997.

Au plan budgétaire et comptable, l'opération de neutralisation de l'excédent des produits constatés d'avance sur les charges constatées d'avance s'analyse de façon *analogue* à la neutralisation « ex-post » de l'excédent des charges à rattacher sur les produits à rattacher.

En effet, et de la même façon que pour les charges et les produits à rattacher, pour continuer à pouvoir reconstituer le solde d'exécution de la section d'investissement à partir de la balance, la part prélevée sur les réserves est isolée au compte 1069 « Reprise 1997 sur les excédents capitalisés - Neutralisation de l'excédent des charges sur les produits ».

Aussi, la neutralisation des charges et des produits constatés d'avance fait-elle l'objet d'une opération « mixte », à savoir, que le compte 1069 « Reprise 1997 sur les excédents capitalisés - Neutralisation de l'excédent des charges sur les produits », non budgétaire, est débité de l'excédent des produits constatés d'avance sur les charges constatées d'avance par le crédit du compte 7918 « Autres transferts de charges de fonctionnement courant », compte budgétaire.

A ce titre de recettes sont joints la délibération et l'état récapitulatif ci-dessus mentionnés.

Enfin, le solde débiteur du compte 1069 ne peut être supérieur au solde créditeur du compte 1068 puisque le compte 106 doit être, globalement, créditeur ou nul.

*

* *

L'ensemble des opérations décrites en section 2 de la présente circulaire sont *facultatives* et doivent être réalisées avant la clôture de l'exercice 1997.

Un tableau synthétique (Cf. annexe 2 de la présente circulaire) rappelle *l'ordre de priorité* de ce dispositif, au regard des autres procédures décrites dans la circulaire interministérielle n° NOR/FPP/A/96/10112/C du 31 décembre 1996 (apurement des subventions d'équipement versées non amorties, ajustement de l'inventaire et de l'état de l'actif, apurement de l'inventaire des biens renouvelables, reconstitution de l'amortissement des immobilisations acquises avant le 1er janvier 1996).

Les choix opérés par la collectivité en matière de neutralisation « ex-post » donnent lieu à délibération de l'assemblée. Par mesure de simplification l'ensemble des procédures utilisées pour la neutralisation « ex-post » peut faire l'objet d'une seule délibération de principe appuyée des éléments chiffrés correspondant à chacune des opérations à effectuer par le comptable.

Ces éléments chiffrés sont récapitulés sur un état (Cf. annexe 3 de la présente circulaire) faisant apparaître pour les comptes 1021, 10222, 106, 19 et 481 :

ANNEXE (suite)

- la situation, au 1er janvier 1997, après les corrections effectuées lors de la reprise en balance d'entrée 1997¹ de la balance de sortie au 31/12/1996 ;
- les corrections effectuées au titre des neutralisations, et au titre de l'ajustement de l'inventaire et de l'état de l'actif ;
- le nouveau solde des comptes après les corrections.

Un exemplaire de cet état est joint au compte de gestion du comptable.

Les communes expérimentatrices qui n'auraient pas utilisé les procédures de neutralisation dans le cadre de l'expérimentation, sont autorisées à la faire avant la clôture de l'exercice 1997, dans les mêmes conditions que les communes appliquant l'instruction M14 à compter du 1er janvier 1997.

Enfin, il faut rappeler que, conformément aux dispositions de l'article L 1612-11 du code général des collectivités territoriales, et s'agissant de crédits nécessaires à la réalisation d'opérations d'ordre budgétaire, *l'assemblée peut prendre cette délibération jusqu'au 21 janvier 1998 et la transmettre au représentant de l'Etat chargé du contrôle budgétaire dans les cinq jours suivants cette date.*

Pour le Ministre de l'Economie, des Finances et
de l'Industrie

Pour le ministre de l'Intérieur,
et par délégation

Le directeur de la
Comptabilité Publique

Le directeur général
des collectivités locales

M.GONNET

M.THENAULT

¹ Cf. état n° 2 page 108 circulaire interministérielle n° NOR FPP/A/96/10099/C du 26 novembre 1996.

ANNEXE (suite)

ANNEXE N° 1 : Exemple comparatif de la neutralisation des intérêts courus non échus (I.C.N.E.) selon les dispositions de la circulaire n° NOR/FPP/A/96/10112/C du 31 décembre 1996, celles de la présente circulaire.

L'objet de la présente annexe est de *comparer* l'incidence du rattachement des intérêts courus non échus sur le résultat de la section de fonctionnement lors du premier exercice d'application de l'instruction budgétaire et comptable M14 :

- si la collectivité concernée n'utilise aucune des dispositions dérogatoires et facultatives décrites ci-après (cf. exemple A),
- si la collectivité a utilisé les dispositions de la circulaire n° NOR/FPP/A/96/10112/C du 31 décembre 1996 (cf. exemple B),
- si la collectivité utilise les dispositions de la présente circulaire (cf. exemple C).

| |
|---|
| <i>A - Rattachement des I.C.N.E. sans utilisation des procédures de neutralisation</i> |
|---|

Exemple chiffré

I.C.N.E. (Cours fin 96, à échoir en 97) = 30

Intérêts de l'exercice 97 = 120

I.C.N.E. (Cours fin 97, à échoir en 98) = 40

Aspects comptables et budgétaires

| 1688 | 661 |
|------|-----|
| 40 | 30 |
| | 120 |
| | 40 |

Présentation budgétaire

| Section d'investissement |
|------------------------------|
| 1688 : 40 |
| Section de fonctionnement |
| 6611 : 190 |

| |
|---|
| <i>Section d'investissement : 40 de ressources de financement</i> |
|---|

| |
|---|
| <i>Section de fonctionnement : 190 à financer</i> |
|---|

ANNEXE (suite)

| <i>B - Dispositions de la circulaire n° NOR/FPP/A/96/10112/C du 31 décembre 1996</i> | <i>C - Dispositions de la présente circulaire</i> |
|--|---|
|--|---|

Exemple chiffré

I.C.N.E. (Cours fin 96, à échoir en 97) = 30

Intérêts de l'exercice 97 = 120

I.C.N.E. (Cours fin 97, à échoir en 98) = 40

I.C.N.E. (Cours fin 96, à échoir en 97) = 30

Intérêts de l'exercice 97 = 120

I.C.N.E. (Cours fin 97, à échoir en 98) = 40

Aspects comptables et budgétaires²

| | | | |
|------------|--------------|------------|--------------|
| 1068 | 1688 | 1068 | 1688 |
| 30 | 30 | 30 | 30 |
| | 30 40 | | 30 40 |
| 661 | | 6611 | 796 |
| 120 | | 30 | 30 |
| 40 | | 120 | |
| | | 40 | |

Présentation budgétaire

| | |
|---|---|
| Section d'investissement | Section d'investissement |
| <u>1688</u> : 30 <u>1688</u> : 40 | <u>1688</u> : 30 <u>1688</u> : 40 |
| <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: auto;">10 de ressources de financement</div> | <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: auto;">10 de ressources de financement</div> |
| Section de fonctionnement | Section de fonctionnement |
| <u>6611</u> : 160 | <u>6611</u> : 190 <u>796</u> : 30 |
| <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: auto;">160 à financer</div> | <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: auto;">160 à financer</div> |

² Les opérations budgétaires sont décrites en caractères **gras**, les opérations non budgétaires en caractères non gras.

ANNEXE : (suite)

ANNEXE N° 2 : Tableau récapitulatif des opérations comptables des dispositifs de neutralisation et d'ajustement de l'inventaire et de l'état de l'actif. Hiérarchie des opérations.

| N° | Opérations | Ecritures comptables | Comptes utilisés | Observations |
|------------|---|---|--|---|
| 1 | Apurement des subventions d'équipement versées non amorties ³ [Cf. circulaire interministérielle n° NOR/FPF/A/96/10112/C du 31 décembre 1996] | Débit 1068 à crédit 4815. | Compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés », dans la limite du solde <i>créditeur</i> de ce compte. Pour le solde, amortissement du compte 4815 dans les plus brefs délais et sur une durée ne pouvant excéder 5 ans. | * Caractère <i>obligatoire</i> de l'opération dans la limite du solde crédeur du compte 1068, pour l'ensemble des communes et établissements quelle que soit leur taille. * Opération non budgétaire. * Approbation par l'assemblée délibérante des régularisations à opérer. |
| 2-1 | Neutralisation du rattachement des ICNE lors de la 1ère année d'application de la M14 [Cf. circulaire interministérielle n° NOR/FPF/A/96/10112/C du 31 décembre 1996] OU | Débit 1068 à crédit 1688. | Compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés », dans la limite du solde <i>créditeur</i> de ce compte après l'enregistrement de l'opération n°1 . | * Caractère <i>facultatif</i> de l'opération autorisée par l'assemblée délibérante. * Opération non budgétaire. * Opération rendue possible si existence d'un solde du compte 1068 suffisamment <i>créditeur</i> à l'issue de l'opération précédente. |
| 2-2 | Neutralisation « <i>ex-post</i> » du rattachement des ICNE lors de la 1ère année d'application de la M14 | Débit 1068 à crédit 1688 et Débit 1688 à crédit 796 | Compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés », dans la limite du solde <i>créditeur</i> de ce compte après l'enregistrement de l'opération n°1. Compte 796 « Transferts de charges financières » | * Caractère <i>facultatif</i> de l'opération autorisée par l'assemblée délibérante. * Opération non budgétaire pour une partie (Dt 1068 à Ct 1688) et budgétaire pour l'autre (Dt 1688 à Ct 796). * Opération rendue possible si existence d'un solde du compte 1068 suffisamment <i>créditeur</i> à l'issue de l'opération précédente. |

³ Le dispositif ci-dessus décrit ne concerne que les subventions d'équipement versées depuis plus de 5 ans (c'est-à-dire versées avant le 1er janvier 1992) non amorties. Les subventions d'équipement versées à compter du 1er janvier 1992 et non amorties doivent l'être dans les plus brefs délais et en tout état de cause, sur une durée ne pouvant excéder 5 ans.

ANNEXE (suite)

| ANNEXE N° 2 (suite) | | | | |
|---------------------|---|--|--|---|
| N° | Opérations | Ecritures comptables | Comptes utilisés | Observations |
| 3-1 | Neutralisation du rattachement des produits et charges autres que ICNE lors de la 1ère année d'application de la M14 <i>[Cf. circulaire interministérielle n° NOR/FPP/A/96/10112/C du 31 décembre 1996]</i> OU | Débit 1069 crédit 408,..... Débit 418,... crédit 1069 | Compte 1069 « Reprise 1997 sur excédents de fonctionnement capitalisés. Neutralisation de l'excédent des charges sur les produits » | * Caractère <i>facultatif</i> de l'opération autorisée par l'assemblée délibérante. * Opération non budgétaire. * Opération rendue possible si existence d'un solde du compte 1068 suffisamment <i>créditeur</i> à l'issue des opérations précédentes. |
| | Neutralisation « ex-post » du rattachement des produits et charges autres que ICNE lors de la 1ère année d'application de la M14 | Débit 1069 à Crédit 7918 | Compte 1069 « Reprise 1997 sur excédents de fonctionnement capitalisés. Neutralisation de l'excédent des charges sur les produits ». Compte 7918 « Autres transferts de charges de fonctionnement courant » | * Caractère <i>facultatif</i> de l'opération autorisée par l'assemblée délibérante. * Opération mixte, à savoir non budgétaire pour la partie « Débit » (compte 1069) et budgétaire pour la partie « Crédit » (compte 7918). * Opération rendue possible si existence d'un solde du compte 1068 suffisamment <i>créditeur</i> à l'issue des opérations précédentes. |
| 3-3 | Neutralisation du rattachement des produits et charges constatés d'avance lors de la 1ère année d'application de la M14 | Débit 1069 à Crédit 7918 | Compte 1069 « Reprise 1997 sur excédents de fonctionnement capitalisés. Neutralisation de l'excédent des charges sur les produits ». Compte 7918 « Autres transferts de charges de fonctionnement courant » | * Caractère <i>facultatif</i> de l'opération autorisée par l'assemblée délibérante. * Opération mixte, à savoir non budgétaire pour la partie « Débit » (compte 1069) et budgétaire pour la partie « Crédit » (compte 7918). * Opération rendue possible si existence d'un solde du compte 1068 suffisamment <i>créditeur</i> à l'issue des opérations précédentes. |

ANNEXE (suite)

| N° | Opérations | Ecritures comptables | Comptes utilisés | Observations |
|----|--|---|---|--|
| 4 | Ajustement de l'inventaire et de l'état de l'actif (biens immeubles et matériel de transport) [Cf. circulaire interministérielle n° NOR/FPP/A/96/10112/C du 31 décembre 1996] | <u>Sortie</u> : Débit 1021 à crédit 2... <u>Entrée</u> : Débit 2...à crédit 1021 | Compte 1021 « Dotation », dans la limite du solde <i>créditeur</i> de ce compte. Puis, utilisation du compte 10222 dans la limite de la différence entre ce compte et le compte 102291, puis du compte 1068 dans la limite de la différence entre ce compte et le compte 1069 et enfin du compte 19. | * Caractère <i>obligatoire</i> de l'opération pour l'ensemble des communes et établissements quelle que soit leur taille. * Opération non budgétaire. * Approbation par l'assemblée délibérante des régularisations à opérer. * Appréciation des soldes créditeurs après les opérations précédentes. |
| 5 | « Nettoyage » de l'inventaire des biens renouvelables [Cf. circulaire interministérielle n° NOR/FPP/A/96/10112/C du 31 décembre 1996] | <u>Sortie</u> : Débit 1021 à crédit 2... <u>Entrée</u> : Débit 2...à crédit 1021 | Compte 1021 « Dotation », dans la limite du solde <i>créditeur</i> de ce compte. Puis, utilisation du compte 10222 dans la limite de la différence entre ce compte et le compte 102291, puis du compte 1068 dans la limite de la différence entre ce compte et le compte 1069 et enfin du compte 19. | * Caractère <i>facultatif</i> de l'opération autorisée par l'assemblée délibérante. * Opération non budgétaire. * Appréciation des soldes créditeurs après les opérations précédentes. |
| 6 | Reconstitution de l'amortissement des immobilisations acquises avant le 1er janvier 1996. [Cf. circulaire interministérielle n° NOR/FPP/A/96/10112/C du 31 décembre 1996] | Débit 1068 à crédit 28... du montant des amortissements à reconstituer | Compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » dans la limite de la différence entre le compte 1068 et le compte 1069 après les opérations précédentes. | * Caractère <i>facultatif</i> de l'opération autorisée par l'assemblée délibérante. * Opération non budgétaire. * Le recours à la technique de la reconstitution des amortissements des immobilisations acquises avant le 1er janvier 1996 implique que les biens dont l'amortissement a été reconstitué soient ultérieurement amortis budgétairement. |

ANNEXE (suite et fin)

ANNEXE N° 3 : Tableau récapitulatif des opérations de neutralisation et d'ajustement constatées en 1997

| N° compte | Intitulé | Balance d'entrée au 01/01/1997 ⁴ | | Corrections résultant des dispositifs de neutralisation ou de l'ajustement des états patrimoniaux | | Situation après corrections | | Solde nul |
|--------------|--|---|-----------------|---|--------|-----------------------------|-----------------|-----------|
| | | Solde débiteur | Solde créditeur | Débit | Crédit | Solde débiteur | Solde créditeur | |
| 1021 | Dotation | | | | | | | |
| 10222 | F.C.T.V.A. | | | | | | | |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | | | | | | | |
| 1069 | Reprise 1997 sur excédents de fonctionnement capitalisés (neutralisation de l'excédent des charges sur les produits) | | | | | | | |
| 106 | Réserves | | | | | | | |
| 19 | Différences sur réalisation d'immobilisations | | | | | | | |
| 4815 | Charges à répartir sur plusieurs exercices : Subventions pour équipement de tiers | | | | | | | |

⁴ après correction des anomalies éventuelles (tableau 2 circulaire n° NOR/FPP/A/96/10099/C du 26 novembre 1996).

Directeur de la publication :
Michel GONNET

Impression : Imprimerie Nationale
27, rue de la Convention - 75732 PARIS CEDEX

ISSN : 0984 9114